



**OPEN SOCIETY**  
Initiative for West Africa



Cours en ligne

## LES FONDAMENTAUX DE LA GOUVERNANCE EN RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST, POUR LES PARLEMENTAIRES, LES JOURNALISTES ET LA SOCIETE CIVILE

Durée  
3 semaines

**Bientôt**

**INSCRIVEZ-VOUS**

<https://idep-applications.uneca.org/>

Début de la formation : 29 Août 2022

Date limite du dépôt des Candidatures : 12 Août 2022

**LES FONDAMENTAUX DE LA GOUVERNANCE  
EN RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST,  
POUR LES PARLEMENTAIRES, LES JOURNALISTES  
ET LA SOCIETE CIVILE**

**Appel à Candidatures**

*Annonce en Bref*

**Type de cours:** Cours en ligne

**Zone de Programme:** Gestion des Ressources Naturelles

**Date :** 29 août – 16 septembre 2022

**Durée :** 3 Semaines

**Langue :** Bilingue ( Français / Anglais )

**Date limite d'inscription:** 12 août 2022



*L'IDEP encourage et soutient vivement la participation de femmes fonctionnaires dûment qualifiées à son programme de développement des capacités et de formation*

## Contexte et Justification du Cours

L'Afrique est dotée d'abondantes ressources naturelles. En plus de ses vastes ressources agricoles, le continent abrite environ 30 % des réserves minérales mondiales, respectivement 8 % et 12 % des réserves mondiales de gaz naturel et de pétrole. Plus précisément, le continent détient environ 40% des réserves mondiales d'or et jusqu'à 90% de son chrome et de son platine en plus d'autres minéraux tels que le cobalt, les diamants, le platine et l'uranium. Le secteur extractif de l'Afrique offre une énorme opportunité de stimuler la croissance économique et de parvenir à un développement socio-économique durable et inclusif dans les pays dotés de ressources.

Cumulativement, le secteur représente plus des deux tiers des exportations du continent et une part importante des recettes publiques totales et du produit intérieur brut (PIB) et offre une voie pour la création d'emplois à la fois directement et indirectement le long de ses chaînes de valeur. Au-delà des avantages fiscaux, les ressources extractives offrent des opportunités économiques qui, lorsqu'elles sont exploitées de manière optimale, peuvent élargir la base économique des économies dotées de ressources grâce à un cadre fiscal et réglementaire efficace, au contenu local, aux liens sectoriels, à l'investissement durable des revenus des ressources, à la diversification, etc.

Sans aucun doute, le secteur extractif joue un rôle essentiel dans le développement économique. Cependant, ces avantages ne se sont pas traduits par une transformation économique et une croissance partagée au niveau du continent, ce qui a entraîné des instabilités économiques et, dans certains cas, des conflits, principalement dans les communautés affectées par les ressources. Dans de nombreux cas, les économies non dépendantes des ressources ont surclassé leurs pairs riches en ressources dans les indices mondiaux de gouvernance et de développement tels que l'indice de gouvernance des ressources NRGI, anticipant les débats sur l'existence probable de la tristement célèbre « malédiction des ressources » dans certaines économies génératrices de ressources.

D'une manière générale, la mauvaise qualité de la gouvernance du secteur extractif, caractérisée par la corruption, la recherche de rente, les flux financiers illicites (FFI), la faible application des lois et le faible contrôle des citoyens, a été considérée comme un facteur clé influençant la capacité des pays à assurer l'exploitation et l'utilisation des ressources naturelles pour le développement durable. De plus, ces défis persistent en partie en raison de la faible citoyenneté active et de la capacité institutionnelle limitée à comprendre et à utiliser les données divulguées pour exiger la responsabilité de l'État et des acteurs privés du secteur, ce qui entraîne une mauvaise supervision du secteur.

Malgré les progrès réalisés en matière de divulgation des données grâce à l'adoption et au respect des normes ITIE et d'autres obligations légales nationales, la transparence doit encore se traduire en responsabilité.

Autrement dit, la technicité perçue du secteur des ressources a aliéné une grande partie des citoyens, y compris les acteurs du secteur public et autres acteurs non étatiques responsables de sa gestion. Par conséquent, le secteur extractif est devenu un domaine enclavé dont l'exploitation et la gestion de manière générale sont laissées entre les mains de quelques politiciens, du secteur privé et de (Personnes politiquement exposées (PPE) qui profitent de la richesse des ressources au détriment du développement national.

Ainsi, un secteur extractif efficace qui peut avoir un impact positif sur le développement socio-économique nécessite un environnement propice et équilibré pour une participation inclusive du gouvernement, des entreprises privées ainsi que de la société civile et des citoyens en général. Une telle stratégie de planification et de collaboration nécessite de renforcer la capacité des parties prenantes à approfondir leur compréhension de la chaîne de valeur extractive et des cadres juridiques et fiscaux.

La capacité des organes de contrôle tels que les parlementaires, les responsables des institutions de responsabilisation de l'État ainsi que les acteurs de responsabilisation non étatiques tels que les OSC, les médias et les citoyens à comprendre et à surveiller l'exploitation et l'utilisation des ressources améliorera considérablement la responsabilisation du côté de la demande et, en fin de compte, la responsabilité générale dans la gestion des ressources extractives pour une croissance et un développement économiques durables.

To address this knowledge this online course which seeks to develop the capacity of key stakeholders to understand the tenets of resource governance and strengthen oversight and accountability systems for optimal gains through equitable utilization of resource wealth for inclusive economic development is jointly organized by IDEP and OSIWA.

## Objectifs

Ce cours vise à renforcer la capacité des acteurs non étatiques à mieux appréhender les enjeux et les instruments de la gouvernance des ressources naturelles. Il portera sur les données contextuelles du secteur extractif ainsi que sur le cadre politique et juridique du secteur en Afrique de l'Ouest. L'objectif est de fournir aux parties prenantes les outils techniques pour consolider leur engagement et construire leur plaidoyer preuves à l'appui.

## Contenu du Cours

Ce cours comprend six (6) modules dont : (i) Un premier bloc qui servira de vue d'ensemble du cycle minier ; Impacts sociaux et environnementaux des projets miniers ; Interrelations, investissements, etc. (ii) Un second bloc qui entrera plus en profondeur dans les stratégies politiques ; Les cadres fiscaux ; Parties prenantes et partenariats.

## Compétences à Transmettre

À la fin du cours, les participants seront présentés pour :

- Décrire le cycle de vie de l'exploitation minière et identifier les problèmes que chaque étape implique ;
- Apprécier les impacts environnementaux possibles, y compris le changement climatique et les problèmes sociaux liés à l'exploitation minière, y compris l'exploitation minière artisanale et à petite échelle ;

- Identifier les opportunités et les liens que le secteur minier peut fournir pour alimenter l'économie d'un pays dépendant des minéraux ;
- Comprendre les fondamentaux de la politique minière et les stratégies de mise en œuvre ;
- Comprendre les principes et les initiatives de gouvernance mondiale extractive
- Comprendre les cadres juridiques et réglementaires aux contextes locaux
- Relier les principes de transparence, de responsabilité et de gouvernance grâce à l'engagement de toutes les parties prenantes ayant une compréhension préalable du secteur.

## Approche Pédagogique et Méthodologie d'enseignement

Le cours sera dispensé pendant trois (3) semaines avec une évaluation à la fin de chaque semaine pour un score respectif comptant pour 75% et 25% de la note finale. La troisième semaine sera dédiée aux rattrapages. Le cours sera animé de manière asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer aux discussions en ligne hebdomadaires. Les leçons sont conçues de manière à ce que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension à travers des exercices pratiques qui prendront la forme d'études de cas qui soutiendront l'apprentissage actif. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Web et des lectures facultatives sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet du cours.

Une approche interactive est fortement encouragée entre les personnes ressources et les participants et entre participants pour ce cours.

Le cours sera dispensé en anglais et en français. L'équipe pédagogique comprendra un directeur de cours ayant une connaissance de première main des enjeux politiques, économiques et sociaux de la gouvernance des ressources naturelles en Afrique. Il sera assisté par un modérateur et un support technique. Conformément à la philosophie pédagogique de l'IDEP, la présentation des modules de cours combinera une composante de renforcement des connaissances avec un partage d'expériences entre les participants.

## Certificat d'Achèvement

Un certificat d'achèvement sera délivré par l'IDEP à tous les participants ayant réussi les auto-évaluations liées au cours présentées pour chaque module.

## Public Cible

La formation servira de tribune de concertation pour les membres de la société civile, des journalistes, des parlementaires ainsi que des jeunes intéressés par les questions de gouvernance minière, de responsabilité et de plaidoyer politique. Le cours convient également aux personnes du milieu universitaire et de l'administration publique qui souhaitent en savoir plus sur ces questions.

## Acceptation au Cours

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants sont acceptés au cours sur une base continue et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires. Veuillez-vous référer au paragraphe ci-dessous pour voir le groupe cible prioritaire. Les candidatures doivent être remplies exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP à l'adresse <https://idep-applications.uneca.org/>

## Prérequis Techniques

L'accès à Internet est une condition essentielle de la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciel, sont requises pour suivre ce cours de formation en ligne, veuillez consulter votre administrateur réseau ou votre spécialiste des systèmes pour vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Plate-forme: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 ou Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 Mo de RAM, 1 Go d'espace disque libre
- Logiciels:
  - Adobe Acrobat Reader
  - Adobe Flash Player
  - Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
  - Navigateur: Internet Explorer 7 ou supérieur ou Firefox 36 ou supérieur
- Modem: 56 K
- Notez que JavaScript, les cookies et les fenêtres contextuelles doivent être activés

## Dates Importantes

- Date limite pour les candidatures et nominations : **12 août 2022**
- Période du cours : **29 août – 16 septembre 2022**

## Contact pour Informations

Division de la formation et de la recherche

Tél: +221 33829 55 00 / Fax: +221 33822 29 64

E-mail: [catherine.lalyre@un.org](mailto:catherine.lalyre@un.org) avec copie à [lou.zah@un.org](mailto:lou.zah@un.org)



# OPEN SOCIETY

## Initiative for West Africa



**N.B:** *L'IDEP encourage et soutient vivement la participation de femmes fonctionnaires dûment qualifiées à son programme de développement des capacités et de formation*